

## AUTOGESTION ET VOIES DU SOCIALISME

### au premier Congrès national des fellahs



« Ils étaient trois mille paysans et ils n'ont pas ménagé leurs critiques ». (Photo Elie Kagan.)

**E**ST-CE le conflit frontalier algéro-marocain qui détourna l'attention de l'opinion publique internationale de cette grande manifestation d'un type peu usité ? Ou bien s'agit-il d'une volonté délibérée de la grande presse de ne pas mettre en relief ces assises révolutionnaires qui s'apparentent de trop près à un congrès des Soviets ? Le premier congrès national des fellahs du secteur autogéré représente pourtant un moment crucial dans l'évolution de l'Algérie nouvelle. Il incarne à la fois un aboutissement et un nouveau départ. Une consolidation d'un acquis révolutionnaire et une relance de l'autogestion qui doit devenir majeure, souveraine pour exister véritablement.

Il consacre l'établissement d'un certain rapport de forces au sein de l'économie et de l'Etat algérien. Il implique une option qui sera au centre des débats entre dirigeants algériens et commandera les regroupements et les lignes de démarcation futures.

#### **La démocratie directe**

Le premier congrès national des entreprises agricoles autogérées, qui s'est tenu du 25 au 27 octobre, a été remarquable à bien des égards. Ce fut d'abord une ample démonstration de

démocratie directe, révolutionnaire, qui prend une singulière signification dans un pays où le paysan a toujours été brimé, corvéable à merci et conduit aux urnes sous bonne escorte ; où sa voix n'a jamais été prise en considération même par les partis nationalistes qui prétendaient le représenter.

Le congrès national a été précédé de pré-congrès départementaux qui ont donné lieu à une première confrontation des expériences des fermes autogérées et à une étude des problèmes spécifiques à chaque département. Une totale liberté a présidé à tous les débats. Les critiques ont été acerbes, ne ménageant ni les préfets ni les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture.

Au congrès national étaient représentés tous les présidents des comités de gestion et un délégué élu par cent travailleurs. De l'atmosphère de ce congrès, le correspondant du *Monde* a tracé ce tableau riche en couleurs :

« Spectacle étonnant : trois mille paysans, le teint foncé sous leur turban blanc, un visage à l'image de leur terre ; travaillé, creusé et pétri par l'érosion, cuit par le soleil, labouré de rides. Trois mille vrais paysans assis dans cette salle à écouter des rapports techniques, des chiffres.

*Il n'est pas sûr qu'ils comprennent tous, mais les voir en dit beaucoup plus. Ils sont là, on les appelle « messieurs les congressistes », on leur demande leur avis. Ils ont entre les mains un petit dossier rouge avec des choses très sérieuses dedans. La véritable révolution, c'est cela. Pourquoi s'étonner alors si à chaque fois que le nom de Ben Bella est prononcé ils applaudissent, quitte après à formuler des critiques telles qu'un observateur non averti les classerait parmi les inconditionnels de l'opposition ?*

*Ils ne les ont pas ménagées, leurs critiques. Mal payés, mal approvisionnés, sans matériel ni semences, ils sont venus dire que cela ne pouvait pas durer...*

*Les paysans algériens ne sont pas contents, ils se plaignent, mais ils veulent aller de l'avant. »*

## Donner son véritable sens à l'autogestion

De ces difficultés, nul n'en fait mystère. L'important, c'était d'en déceler les origines, de mettre à nu les responsabilités, les incohérences, les erreurs, de libérer les freins volontaires ou involontaires qui entravent l'action des travailleurs.

Le discours d'ouverture de Ben Bella aborda d'emblée le fond du problème :

*« Des obstacles se sont dressés contre le fonctionnement des rapports de travail socialistes dans nos campagnes.... Nous avons constaté que l'administration était mal adaptée aux nouvelles structures socialistes du pays ; que des lenteurs et des obstacles bureaucratiques entravaient l'activité des ouvriers ou compromettaient le résultat de leurs efforts. Nous savons maintenant que le crédit agricole est mal distribué, que souvent le matériel n'est pas laissé à la disposition des producteurs, que la commercialisation des récoltes est défectueuse et que la rémunération des travailleurs en fonction de leur production n'est pas organisée. »*

Ce sont précisément ces questions qui ont été au cœur du débat et qui ont fait l'objet des quatre résolutions adoptées à l'issue du congrès.

— *Crédit agricole* : les anciens organismes de crédit seront profondément transformés pour faire place à une Caisse nationale de crédit agricole, placée sous l'autorité du ministre de l'Agriculture, qui disposera de succursales à l'échelle de l'arrondissement ou de la commune qui seront à même d'accorder les crédits nécessaires au moment voulu.

— *Matériel agricole* : tous les moyens de production seront remis directement aux entreprises en autogestion.

— *Rémunération et répartition du revenu* : une commission nationale fixera la rémunération de base suivant la qualification professionnelle et la répartition des reliquats du revenu de l'exploitation après les prélèvements opérés au profit du Fonds national de réserve et du Fonds national d'investissement.

— *Commercialisation* : création de coopératives d'écoulement et d'approvisionnement ; remise en fonction des stations de conditionnement et de transformation ; participation à la gestion de ces organismes des représentants des entreprises autogérées.

Une même préoccupation se fait jour dans les résolutions : alléger l'intervention bureaucratique de l'Etat ; éliminer les intermédiaires douteux, parasites, donner à l'autogestion son véritable sens. Ces exigences ne peuvent manquer d'avoir de profondes répercussions sur les structures de l'Etat. Il s'agit de définir, en somme, le nouveau rôle, de l'administration.

Ce n'est pas, certes, un petit problème. Mohammed Harbi l'évoque en termes, tranchants dans l'hebdomadaire *Révolution Algérienne* :

*« Les survivances bourgeoises et capitalistes demeurent fortement enracinées dans les services techniques de l'Etat. D'où la tendance à ne voir le progrès du socialisme que dans l'intervention des appareils et leur contrôle étroit sur la production, la commercialisation et la planification. On évoque tour à tour la technicité ou la rentabilité des entreprises pour restreindre les responsabilités des travailleurs agricoles du secteur socialiste. Ces conceptions superficielles ont, dans tous les pays socialistes, abouti à l'échec, car elles oublient que la force déterminante du progrès social demeure l'homme. »*

Ces lignes éclairent bien certaines contradictions actuelles en Algérie. Elles font mieux ressortir combien la tenue de ce premier congrès national des fellahs représentait en soi un succès probant pour les travailleurs. Ce congrès ne pouvait que prendre la tournure d'une vaste manifestation antibureaucratique. C'était libérer une force révolutionnaire prodigieuse.

## L'esquisse d'un pion

En clôturant le congrès, Ben Bella s'est engagé, au nom du gouvernement, à appliquer aussi rapidement que possible toutes les mesures qui

venaient d'être adoptées par cette assemblée. Il annonça que le congrès tiendra ses assises régulièrement afin de poursuivre son action et que d'autres congrès réuniront les producteurs de toutes catégories.

Ben Bella ouvrit, enfin, aux congressistes de nouvelles perspectives que l'on peut résumer en quelques points. En premier lieu, la réforme agraire doit être complétée sous peu. Afin « *de limiter la propriété privée à un niveau tel que toute constitution d'une classe privilégiée soit impossible* », une loi fixera la superficie maximum de la propriété privée ou de l'exploitation agricole dont pourra disposer une famille d'agriculteurs. Les superficies excédentaires seront confisquées par l'Etat contre une indemnité fixée par la loi.

Une reconversion de la production agricole est prévue également qui visera à adopter les cultures aux besoins du pays. Près d'un million de jeunes entre quinze et vingt-cinq ans doivent être, ensuite, transférés du secteur agricole dans un autre secteur de production. Il est prévu de les regrouper dans des chantiers de travail où ils seront occupés à construire des routes, des écoles, des hôpitaux, des usines.

Un plan de mobilisation générale pour la production et l'investissement doit voir le jour. Les Algériens privilégiés devront faire d'importants sacrifices au cours de cette période d'austérité de dix à quinze ans qui sera consacrée au relèvement de la production, et du niveau de vie de la masse et à l'industrialisation de l'Algérie.

## Nécessité d'une doctrine économique

Parvenu à ce stade des projets de réalisations économiques, il devient évidemment malaisé et dangereux d'entreprendre des initiatives qui ne procèdent pas d'un plan élaboré avec soin et d'une politique économique mûrement réfléchie. Ce besoin est nettement ressenti dans les milieux responsables, mais le problème est plus délicat en ce qui concerne le choix de la doctrine. Le fonctionnement de l'autogestion, notamment, doit être inséré et doit trouver sa justification dans cette doctrine sans quoi cette expérience

connaîtra les pires aléas..

*Révolution Africaine*, dans son numéro du 26 octobre, a publié un article très remarqué à ce sujet qui précise d'emblée que « *la doctrine économique indispensable pour la reconstruction socialiste du pays doit s'inspirer du marxisme, sinon se confondre avec lui* ».

Après avoir souligné l'urgence de recourir à une doctrine scientifique sous peine de crises, d'échecs et de gaspillages inutiles, l'article fait valoir que les expériences économiques réalisées en U.R.S.S. et dans d'autres Etats ouvriers doivent être assimilées de manière critique et peuvent donner lieu à une création spécifique supérieure. Il indique à ce sujet qu'il « *est maintenant pratiquement prouvé qu'une étatisation générale de l'économie, centralement et autoritairement dirigée, est néfaste et aboutit vite à la bureaucratisation et à la sclérose de l'économie. Le cas est particulièrement frappant dans le domaine de l'agriculture où, nulle part, la collectivisation générale et forcée n'a donné de résultats économiques dignes du socialisme* ».

Poursuivant son analyse, l'article rappelle que tous les Etats ouvriers passent en réalité par une période préparatoire au socialisme qui doit combiner nationalisations, planifications et méthodes du marché, puis il conclut :

« *Nous, croyons fermement que la meilleure combinaison de ces éléments est réalisée non pas dans le système de l'économie étatisée dirigée d'en haut, autoritairement, par l'Etat-patron, mais par le système de l'autogestion... L'autogestion est un système qui permet, dans le cadre des objectifs généraux d'une économie planifiée, de préserver les deux facteurs essentiels d'une productivité ascendante : l'intéressement direct moral et matériel du producteur à son travail.* »

Nous n'empruntons pas seulement ces longues citations parce qu'elles sont très proches de nos propres conceptions en matière d'édification du socialisme, mais parce qu'elles révèlent, sur un autre plan, le mûrissement révolutionnaire qui s'accomplit à l'intérieur des différentes couches sociales en Algérie.

A. D.